

Le Regroupement se définit-il de la même façon 25 ans plus tard (son rôle, ses priorités, sa composition)?

Discussion entre François Labbé, agent de recherche et de liaison au Regroupement des Auberges du cœur du Québec, membre des conseils d'administration et militant au Centre d'éducation des adultes de la Petite-Bourgogne et de Saint-Henri et à La Jarnigoine de Villeray (Montréal), et Martine Fillion, formatrice, Atelier des lettres (Montréal)

Billet de François Labbé

Le RGPAQ doit choisir son avenir... maintenant !

Les personnes au cœur de notre mission s'appauvrissent et leur misère s'accroît. Les groupes populaires et communautaires qui luttent pour un changement des conditions de vie de leurs membres peuvent bien se vanter de quelques batailles victorieuses, notamment pour leur reconnaissance, leur autonomie et leur financement, mais ces gains ne peuvent masquer le fait qu'ils perdent toutes les guerres en ce qui concerne l'amélioration de la situation des participantes et des participants. Difficile à accepter lorsque plus de 800 groupes sont reconnus au Québec pour faire de l'éducation populaire, dont les groupes d'alphabétisation populaire. Éducation populaire dont le projet fondamental est l'amélioration des conditions de vie des classes populaires au moyen de luttes collectives menées par et pour elles-mêmes. Il y a sûrement un problème «pédagogique».

Le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ)¹ est l'un des plus importants acteurs de l'éducation populaire au Québec, voire le plus important avec ses 80 membres à travers la province. Sa *Déclaration de principes* démontre, sans aucun doute possible, qu'il s'enracine profondément dans un mouvement de lutte collective par et pour les classes populaires. Par sa réputation, il a su attirer dans ses rangs des groupes ayant un cœur «populaire» et d'autres une logique «d'alphabétisation». Et cela, avec l'espoir plus ou moins avoué qu'ils deviennent tous, par l'entremise d'une vie associative stimulante, de cœur comme de raison, des groupes «d'alphabétisation populaire», c'est-à-dire des groupes inspirés principalement par l'approche ainsi que par les méthodes de Paulo Freire² et de quelques activistes engagés dans la lutte pour l'amélioration des conditions de vie des

1 Dans ce texte, j'entends par RGPAQ le « nous » collectif qui se définit au moyen des structures de participation (effectif, équipe permanente, assemblée générale, conseil d'administration, comités, groupes membres, formations, revue, etc.) et des actions communes.

2 Paulo Freire (1921-1997) est l'un des plus influents pédagogues du XX^e siècle. Son approche d'éducation populaire, surnommée « conscientisation », s'appuie sur un processus continu de réflexion critique et d'actions collectives. Réflexion critique par et pour les opprimés afin de mieux comprendre les liens entre eux et le monde dans lequel ils vivent, la place qu'ils y occupent, de manière à déterminer les défis posés par l'oppression puis, enfin, de les résoudre dans l'action. Pour lui et ses nombreux disciples, l'éducation populaire est un acte conscient de transformation de la société par et pour les opprimés eux-mêmes. Il s'agit donc d'un acte essentiellement politique. Freire a accordé une grande place à l'alphabétisation des classes populaires dans ses travaux, d'où son influence sur l'alphabétisation populaire. Son œuvre la plus connue s'intitule *Pédagogie des opprimés*. La *Déclaration de principes* du RGPAQ s'inspire explicitement de cette vision de l'éducation populaire.

3 Les autres grandes influences furent celles de Saul Alinsky et de sa vision de l'organisation des pauvres des milieux urbains, de Ralph Nader et du mouvement des consommateurs, de Martin Luther King et du mouvement non violent, ainsi que des idées et des méthodes élaborées par les éducatrices et les éducateurs militants des syndicats ouvriers (en France) et de la théologie de la libération (Amérique latine).

plus pauvres et la réalisation des idéaux démocratiques (justice, égalité, liberté, fraternité, paix)³. Mais cet espoir a été déçu. Un effectif de plus en plus réticent à l'égard de l'approche d'éducation populaire oblige aujourd'hui le RGPAQ à faire un choix risqué, mais crucial pour son avenir: radicaliser l'approche d'éducation populaire dans ses rangs ou participer à sa faillite.

L'éducation populaire se porte mal. Écouter les groupes et les individus qui s'en réclament ouvertement décrire leurs pratiques me donne chaque fois des sueurs froides. Peu en connaissent les fondements et les appliquent vraiment. Moins encore ont suffisamment d'intérêt pour combler leur ignorance ou simplement dissiper leur doute. Résultat? Elle ne se pratique plus là où l'on prétend le faire. Le plus souvent, on la confond avec toute activité adressée à une «clientèle» pauvre ou encore avec des actions destinées à informer un «public cible» (exemple: sensibiliser les élus municipaux à la réalité des adultes analphabètes). Un pareil gâchis s'explique. Nombre de groupes et d'individus ayant une longue tradition d'éducation populaire ont perdu le projet initial de vue. Comment pourraient-ils en transmettre la pédagogie aux nouveaux venus? Cela est-il moins pire que les dégâts causés par la nouvelle classe d'éducatrices et d'éducateurs qui ne propagent dans les groupes populaires que les méthodes psychopédagogiques (métacognition, actualisation du potentiel intellectuel, enseignement stratégique...) et les théories psychologisantes (apprendre à lire, c'est apprendre à s'aimer...), qui médicalisent les rapports aux participantes et aux participants avec leur vision clinique de l'éducation (apprendre à lire, c'est bon pour la santé mentale; les participantes et les participants sont trop fragiles, leur santé trop précaire pour qu'ils descendent dans la rue...)? Je ne suis pas sûr de la réponse. Pour renverser cette tendance, dès aujourd'hui et pour l'avenir, le RGPAQ devrait prendre le risque d'adopter une approche radicale d'éducation populaire dans toutes ses pratiques. Qu'est-ce que cela signifierait? Principalement ceci: l'élargissement de son effectif vers les personnes dont il prétend défendre les droits, une nouvelle façon de

déterminer ses priorités d'action et ses stratégies, et enfin la transformation de ses structures décisionnelles.

Par où commencer? Par un événement fondateur, une assemblée générale qui réunirait toutes les participantes, tous les participants des groupes membres, animée avec souplesse, dans un langage clair, accessible et émotif, par celles et ceux qui, parmi nous, font déjà l'expérience de la mobilisation populaire dans leurs groupes. Elle accorderait aux participantes et aux participants le temps nécessaire, deux ou trois jours, pour déterminer les luttes collectives prioritaires des prochaines années. Remettre cette responsabilité aux participantes et aux participants serait leur redonner une partie du pouvoir de faire des choix et d'agir pour s'émanciper de l'oppression qui les conditionne. Ce serait être cohérent avec tous nos principes.

Les participantes et les participants ne détermineraient pas seulement les luttes à mener, mais évalueraient aussi les limites des stratégies et des tactiques pour accroître les chances de gagner. Trop souvent, dans les groupes populaires et communautaires, il y a un divorce très net entre les objectifs fixés et les stratégies adoptées pour les atteindre. Nous sommes beaucoup plus enclins à exprimer de bonnes résolutions qu'à fournir des efforts et prendre les risques nécessaires à leur réalisation. Les participantes et les participants réfléchiraient ensemble et ouvertement sur les stratégies et les actions qui aident à remporter des luttes collectives. Chaque lutte inscrite à l'ordre du jour (la fin) serait associée à une ultime stratégie d'action (les moyens). Le consensus serait crucial. Les participantes et les participants s'entendraient alors sur les moyens à prendre pour chacune des priorités établies. Si la moitié des gens se disaient prêts à passer à l'action directe, par exemple en vue de l'établissement d'un revenu minimum d'aide sociale couvrant les besoins essentiels, il faudrait en débattre jusqu'à ce qu'il y ait une majorité claire. On voterait ainsi sur la fin et sur les moyens pour l'atteindre. Cela éviterait les situations aberrantes où des assemblées adoptent à l'unanimité des moyens que la moitié des votants s'abstiennent de soutenir le temps venu de passer à l'action.

Le choix des luttes et des stratégies se ferait dans le respect des principes de l'éducation populaire. Par conséquent, il appartiendrait aux formatrices et aux formateurs de transformer la parole des participantes et des participants en problèmes à résoudre, de présenter les stratégies envisagées et leurs limites (lobbying, sensibilisation, action indirecte, action directe, désobéissance civile, etc.), d'inspirer le désir, le courage et la volonté de lutter jusqu'au bout. Notre rôle est d'éduquer. Oui: éduquer. Ensemble, nous pouvons apprendre à organiser les luttes, à nous mobiliser, à prendre le rôle de leader, à établir des stratégies, à planifier et à conduire des actions, à négocier des ententes lorsque l'adversaire plie les genoux, à gérer le pouvoir créé par et pour nous-mêmes. Tout ce processus d'éducation populaire exige un travail... d'éducation populaire par des femmes et des hommes animés par une vision radicale de leur rôle et de leur responsabilité.

Je crois qu'une organisation nouvelle, plus forte, plus proche d'un véritable mouvement social émergerait de cette transformation. Je crois aussi que les participantes et les

participants inscrieraient dans les priorités des luttes précises contre la pauvreté avant celles pour l'autonomie des groupes populaires, leur reconnaissance et leur financement. Oui, et alors? La lecture, l'écriture, le développement d'une pensée critique, l'aide aux devoirs continueraient de se faire dans les groupes. Pour établir le contenu des ateliers, nous pourrions nous inspirer, comme il se doit, de la réalité des participantes et des participants, c'est-à-dire de leurs luttes. C'est encore possible aujourd'hui au Québec: l'exemple du Comité urbain de lutte (CUL) le prouve⁴. Si le RGPAQ ne peut revitaliser l'éducation populaire dans ses rangs, certains groupes s'en écarteront pour expérimenter dans des espaces plus ouverts une véritable pédagogie des opprimés. ■

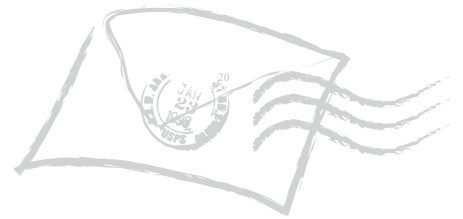


Photo : Christiane Tremblay

4 Depuis un an, le CUL exige un tarif réduit de transport en commun (surnommé « tarif alpha ») pour les participantes et les participants des groupes d'alphabétisation populaire desservis par la Société de transport de Montréal (STM). Le comité s'articule autour du CEDA, de La Jarnigoine, du Centre de lecture et d'écriture, du Tour de lire, de l'Atelier des lettres, du Carrefour d'éducation populaire de Pointe Saint-Charles et d'un nombre grandissant de groupes d'alphabétisation populaire de l'île de Montréal. Les participantes et les participants des groupes ont défini le problème et choisi les stratégies d'action. Celles-là vont du lobbying aux actions directes non violentes. Par exemple, le mardi 6 décembre 2005, environ 60 participantes et participants ont fait irruption à la réunion du conseil d'administration de la STM pour déposer des pétitions dans des bas troués et scander des slogans militants devant des élus et des élus ahuris.



Commentaire de Martine Fillion en réaction au billet de François

À bien des égards, je suis d'accord avec toi, François. Pour moi également, il est pertinent de donner ici et maintenant un sérieux coup de barre (et tant qu'à faire, pourquoi pas vers la gauche...) à notre mouvement d'alphabétisation populaire.

Là où je tique, et peut-être suis-je tout simplement en train de faire un exercice de sémantique (voire de m'*enfarger* dans les fleurs du tapis), c'est quand on parle de «radicaliser» l'approche d'éducation populaire. Bien sûr, quand on pense à l'alphabétisation et à l'éducation populaires, on ne peut que constater à quel point le volet transformation sociale s'est étiolé au fil des ans. On sent bien aujourd'hui que l'action se résume plus souvent qu'autrement à aider les participantes et les participants à mieux fonctionner dans cette société qui les laisse en marge.

Je serais plutôt portée à penser que ce n'est pas tant de radicaliser l'approche qui importe, mais bien de renouer avec nos racines en menant un travail qui nous permettrait de remettre à l'ordre du jour cet objectif de lutte (dangereusement en voie de disparition si rien n'est fait) reliée à la transformation sociale. En effet, pour différentes raisons (des bonnes et des mauvaises), certaines personnes œuvrant au sein du mouvement ne semblent pas être au clair sur le rôle dicté par l'approche populaire. Mais n'y a-t-il pas un bon nombre d'entre elles qui sont toujours à la recherche d'*outils concrets* pour appliquer les théories des penseurs dans leur quotidien en alphabétisation? Si c'est dans l'action qu'on apprend vraiment, la tâche ne leur a peut-être pas été facilitée pendant ces années où, à la suite de notre croissance subite, nous nous sommes passablement cherchés et reconstruits, mettant du coup en attente l'aspect action de notre travail.

Aussi, je me dis qu'une étape incontournable, qui a cruellement manqué, serait de multiplier les lieux d'échange de savoir-faire entre les groupes d'alphabétisation, mais également d'éducation populaire. Échanges avec des groupes qui mobilisent les participantes, les participants et favorisent des actions menant à la transformation sociale. Échanges qui, en plus de mettre en relief les bons coups, démontreraient concrètement comment on peut procéder selon les contextes et les milieux respectifs. Apprendre mutuellement et surtout... continuellement!

J'aime particulièrement ton idée d'un événement réunissant les participantes et les participants (qui me rappelle la Grande Rencontre organisée par le RGPAQ en 1985). Je mettrais quand même un léger bémol, non pas en ce qui concerne le fond mais la forme. J'ai l'impression qu'on évacue ici l'importance du rôle joué par les formatrices et les formateurs pour qu'un tel rassemblement porte fruits. Ne vise-t-on pas une collaboration significative de toutes les participantes et tous les participants?

S'exprimer dans le cadre d'un grand rassemblement ne se fait pas tout seul. Si nous, formatrices, formateurs souhaitons que cet exercice en soit un de prise de parole réelle pour le plus grand nombre de participantes et de participants possible, il est important que nous réunissions les conditions afin que cette parole puisse émerger. Comme au Comité urbain de lutte, dans lequel notre organisme est activement engagé. À chaque fois que nous n'avons pas pris suffisamment le temps de préparer une des actions avec nos participantes et nos participants, leur collaboration a chuté à un tiers, et nous parlons ici d'une lutte où ils se sont engagés avec cœur depuis le début. C'est pourquoi je me dis que tout événement, action, lutte (qui plus est s'il est d'envergure) doit faire l'objet d'une attention particulière si nous souhaitons que les adultes de nos groupes se les approprient.

Mais avant de jeter les bases de tout projet de mobilisation ou de cadre d'intervention pour déterminer une lutte avec les participantes et les participants, pourquoi ne pas nous tourner d'abord vers notre Comité des participantes et des participants, *instance si chèrement acquise au RGPAQ*, afin de commencer cette réflexion et cette démarche AVEC lui? ■



Réplique de François à Martine

Martine, tes observations touchent les bonnes cibles et m'amènent à clarifier certains aspects de ma « proposition » de radicaliser les pratiques d'éducation populaire au sein du RGPAQ.

Tout d'abord, j'entends bel et bien par « radicaliser l'éducation populaire » renouer avec les fondements, avec les racines de ses pratiques, c'est-à-dire apprendre ensemble, comprendre ensemble, agir ensemble, dans un objectif politique explicite, idéaliste, de lutte pour la transformation sociale par et pour les classes populaires. Le projet d'éducation populaire dont nous nous réclamons au Québec s'inspirait à l'origine d'un tel projet de révolution non violente menée par les classes populaires, une révolution respectueuse des idéaux démocratiques (n'ayons aucune crainte à ce sujet). C'est plus difficile que d'appliquer un projet de « formation de base » du ministère de l'Éducation ou de tenir des pauvres et des exclus occupés de 3 à 15 heures par semaine. Oui. C'est aussi plus efficace et surtout beaucoup plus légitime comme moyen d'accomplir notre mission. Et, Martine, les outils concrets de mobilisation des classes populaires existent. Ils sont nés dans la pratique réelle et s'actualisent constamment. Si bien que la mobilisation n'a jamais été aussi simple à accomplir.

Tu me demandes si, avant de lancer ce processus de radicalisation du RGPAQ, nous ne devrions pas nous tourner d'abord vers son Comité des participantes et des participants. Par exemple, pour initier une réflexion sur la mobilisation. Non. J'y vois plusieurs pièges, dont celui de remettre l'entière responsabilité de la lutte collective sur les épaules de quelques participantes et participants, et de s'en laver les mains s'ils se prononcent contre. Une radicalisation des pratiques d'éducation populaire au sein du RGPAQ impliquerait que nous ayons déjà fait le choix de l'action collective et de l'organisation des classes populaires. Une large assemblée de participantes et de participants

déciderait des luttes et des stratégies pour les gagner. Nécessairement, le rôle et la composition des comités changeraient. Par exemple, je verrais bien un comité composé de participantes et de participants valider la clarté des écrits ainsi que les différents moyens employés pour animer les assemblées et communiquer avec les adultes peu alphabétisés. Pour tous les autres comités qui naîtraient, j'ose espérer une composition en lien avec les capacités des membres, qu'ils soient formatrices, formateurs, coordonnatrices, coordonnateurs, participantes, participants.

Tu me questionnes également sur le rôle des formatrices et des formateurs dans cette démarche de radicalisation, dont l'une des étapes serait de rassembler les participantes et les participants. Tu as raison : j'ai raté l'occasion de dire combien ce rôle est essentiel. Je me reprends : elles et ils sont la clé de tout. Au risque de provoquer toute une gamme de réactions émotives chez des formatrices et des formateurs, je leur dis : « Vous êtes celles et ceux par qui tout est possible et sans qui rien n'est possible. » Vous êtes celles et ceux qui avez le rôle d'éduquer, d'organiser, de diriger, de prendre les premiers risques, d'agir comme des citoyens libres et émancipés. J'insiste : éduquer, organiser, diriger. Pas jusqu'à la fin des temps, pas sans respect des idéaux démocratiques, pas sans former des leaders issus des classes populaires, mais aussi longtemps que l'exigeront les luttes. L'étude des mouvements sociaux nous apprend qu'aucune injustice, même largement vécue et durement ressentie par la population, ne deviendra une lutte collective sans leader pour mobiliser les personnes touchées. C'est de nous qu'on parle !

Paulo Freire nous appelait des « transfuges », nous, les éducatrices et les éducateurs populaires. Transfuges parce que, dans le projet initial, il nous fallait quitter la classe des oppresseurs pour rejoindre celle des opprimés, décidés à « nous éduquer et à nous libérer ensemble ». Aujourd'hui, on cherche à tout prix à se tenir à distance des opprimés. Attitude inspirée par les interventions de type psychosocial qui exigent que le thérapeute n'entretienne que des liens professionnels avec le patient, au risque de dévoyer toute la relation thérapeutique. Pas étonnant que, en l'absence d'un engagement moral ferme, authentique et sensible à la cause des classes populaires, plusieurs se réfugient derrière un code d'éthique.

Cette réserve émise, je suis d'accord avec ta proposition de multiplier les espaces où discuter de nos pratiques d'action collective, mais aussi de nos résistances à la mobilisation. Il nous faudrait alors faire preuve de beaucoup de maturité. Lorsque nous parlons de mobilisation et d'action collective, nous devenons toujours émotifs. Beaucoup se sentent dénigrés, d'autres se culpabilisent, d'autres encore accusent... Cette émotivité masque un conflit latent. J'ai voulu croire pendant quelques années que nous avions simplement tous perdu de vue le projet d'éducation populaire. Je ne pourrais l'affirmer aujourd'hui sans ressentir un grand malaise. Non. Certains groupes, travailleuses et travailleurs l'ont perdu de vue, mais d'autres l'ont abandonné par dépit, d'autres encore l'ont détourné par ignorance ou intérêt⁵, d'autres enfin ne savent pas de quoi nous débattons. Faut-il espérer que toutes ces personnes, tous ces groupes finiront par se réapproprier le projet d'éducation populaire et radicaliser leurs pratiques? Non. Des groupes s'engageront dans cette voie, d'autres lutteront pour l'empêcher, certains attendront les résultats des premières luttes avant de faire leur choix, d'autres encore continueront «comme si de rien n'était». J'utilise le futur, mais c'est déjà ainsi que cela se passe. Le défi du RGPAQ, celui pour lequel je l'incite à engager son avenir, serait de rassembler le plus grand nombre de membres sur la voie de la radicalisation. De le faire en sachant qu'il perdrait des membres, mais aussi qu'il participerait aux luttes collectives... et à leur victoire... ■

Cette timidité ou cette rigidité idéologique qui nous empêche d'assumer notre rôle n'existe pas dans le projet d'éducation populaire. Sinon, on dirait «animation populaire», «réadaptation populaire» ou encore «divertissement populaire». Tu as raison, Martine, de dire que nous nous cherchons depuis quelques années. Il est dramatique que, dans un contexte où les classes populaires ont un urgent besoin de leaders – bousculées qu'elles sont par un État idéologiquement à droite –, nous, historiquement payés pour l'être, cherchons à fuir ce rôle. J'ai assisté aux débats portant sur les distinctions entre animation et formation au RGPAQ (dans les salles et les corridors). Totalement stériles. Nous sommes très à l'aise avec le langage, alors nous parlons, nous discutons, nous écoutons, nous rédigeons, nous reformulons... À la fin, tout était comme au début, mais dit autrement... Nous sommes trop forts à ce jeu-là. Il faut arrêter de le jouer.

Photo : Caroline Meunier

5 Détourné principalement vers des activités d'intégration sociale et de réadaptation d'une clientèle toujours jugée «à risque»: des projets scolaires, des activités d'information, de prévention, de sensibilisation, de loisir... Ce détournement prend parfois sa source dans la méconnaissance de l'éducation populaire, parfois dans la volonté d'obtenir des subventions «par projet».